

La Lettre

de la Fondation de la Résistance

Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
n° 75 – décembre 2013 – 5,50 €

février 1944

numéro 2

La Revue Libre

Etudes - Témoignages - Documents



AVRIL 1942.

LE FRANC-TIREUR

Bi-Mensuel dans la mesure du possible et par la grâce de la police de Pierre Laval

DEBOUT... LA FRANCE

Après plus de quinze jours de tripotages politiques dont toutes les presses et toutes les radios du monde s'amusent, le sieur Pierre Laval, dont le seul nom associe les pires malpropretés du passé aux abominables hontes du présent, vient de pénétrer dans le ministère d'où il était sorti entre deux gendarmes en décembre 1940.

Il semble devoir conserver la double couverture du Maréchal et de l'Amiral comme pour la capitulation de juin, mais en France comme à l'étranger personne ne s'y trompe. Pierre Laval revient dans ce pseudo gouvernement en maître, Pétain et Darlan devant servir de garnitures de cheminées.

Le programme du nouveau gouvernement ?... demandez-le à Hitler. Certes, nous savons que le gauleiter Laval est habile et nous allons assister à des tours de passe-passe pour essayer de tromper une fois de plus, si possible, quelques Français.

D'abord donner des hommes à l'Allemagne qui en a besoin après les lacatombes de Russie : lorsque 200.000 Français seront livrés à l'ennemi comme ouvriers ou comme combattants, le traître de Châteldon annoncera triomphalement le retour de 100.000 prisonniers. Ce n'est pas pour rien que déjà un M. d'Humières est nommé inspecteur de la main-d'œuvre française en Allemagne.

Ensuite dominer politiquement, économiquement, psychologiquement la totalité de la France. Quand les équipes de Laval, à Marseille, à Clermont, dans les autres villes, ou vous parlera d'assouplir ou de durcir la ligne de démarcation.

Enfin, d'autres mesures prévues : suspension de la loi sur la presse, dans lequel le gouvernement va procéder à la liquidation de la Légion et des institutions qui ont fait la réputation de la France. L'impopularité était plus que suffisante à l'industrie sous le couvert du gouvernement. Mais destinées à la guerre boche, la mesure de Pierre Laval c'est la satisfaction des Français.

Vous avez compris ! Entre vous et le gauleiter, rien de commun. De vous à lui, rien de commun.

Le pouvoir... pour la France c'est la guerre.

La guerre qui prend une tournure plus préliminaire, le vrai combat pour reconquérir nos villages, boycotter dans tous les domaines le gouvernement Laval-Pétain.

Les ouvriers, industriels, paysans de toutes les régions, la résistance passive... prenez les contre toutes les décisions de Vichy, rendez impossi-

VIVENT LES ETATS-UNIS

Au moment où le gouvernement de fantoches de Vichy, sous la pression de gauleiter Laval, et avant même que l'avis ait été définitivement la main à cet agent boche, insulte le gouvernement américain, parlant des "termes injurieux" d'une note remise à notre ambassadeur à Washington, le "Franc-Tireur" tient à adresser à ses amis d'Amérique l'expression de la reconnaissance et de l'admiration que tous les Français éprouvent pour ceux qui, avec les Anglais, nous aideront à retrouver cette liberté chérie pour laquelle nous nous battons tous.

Le "Franc-Tireur" remercie le président Roosevelt qui, en nommant un consul à Brazzaville, après les conversations de Nouvelle-Calédonie, a bien voulu reconnaître de facto la France Libre, celle qui représente ceux qui n'ont point trahi.

Crevez ! nous mangeons !

Le 8 avril, l'airal Darlan et M. Caziot, ministre de l'Agriculture, ont, de Valence, mené les paysans des rigueurs de la dureté des polices, les consommateurs d'autres restrictions et ont versé un pleur sur les malheurs d'une France qui, un jour, n'aura plus de pain.

Avant de parler du problème de la soudure et des « disciplines » nécessaires au redressement et à l'honneur du pays, Darlan et Caziot déjeunèrent avec leurs invités à l'hôtel de la Croix d'Or, où l'on ne manque de rien puisque dans cet établissement, séjourne la commission d'armistice italienne siégeant à Valence.

Darlan avait pris soin d'amener avec lui sa fille et son gendre, M. et Mme Hamon, qui sont... (et dire qu'on s'est gaussé de la République des camarades !) la sœur et le fils du préfet de la Drôme.

Le repas est de ceux dont on se souviendra à Vichy et à Valence où pourtant on aime à se bien traiter, qu'on enrage : jambon de Bayre, Pâté de lapin, Macédoine de légumes, Poulet à la broche, Gratin de pommes de terre, Salade, Fromages, Amuse-gueule Valentine (mouton, raisins, noix) ; tout fut des vins de choix, Côtes Rôties, Hermitage, Péture d'Oignon.

Détail touchant : Mme Hamon-Darlan offrit trois caracases de poulet à son chien.

Et tandis que ces messieurs s'empiffraient, ils osent menacer la nation, fourchette en main !...

Les paysans les retrouveront, au bout d'une fourche.

Un Télégramme

Vichy 0536244 61 11 2630.

Vice-présidence Conseil, service cinéma à Vichy, à préfets zone libre, Prière faire couper dans France-Actualités Pathé, Grammont numéro 15 les passages relatifs à la construction en zone occupée d'un hydravion transatlantique et montrant

Dossier thématique

Les mouvements de Résistance

LA LETTRE

Les Mouvements de Résistance

Ce dossier thématique est en lien avec les programmes d'Histoire de l'enseignement secondaire en particulier avec celui de la classe de troisième qui permet l'étude de la vie d'un mouvement de Résistance. ■

Les mouvements de Résistance : historiographie et état des connaissances

Par Bruno Leroux

Les mouvements sont un des deux types d'organisations nouvelles surgies en 1940-41, avec les réseaux de renseignement, d'évasion et de sabotage créés par la France Libre et les Britanniques. Dépassant la spécialisation paramilitaire des réseaux, ils incarnent la volonté qu'ont les résistants de changer par tous les moyens possibles l'état d'esprit et les comportements de la population sous l'occupation et sous Vichy.

Une historiographie plus complexe qu'un simple passage «de la mémoire à l'histoire»

Cette historiographie est à la fois riche et lacunaire. Derrière les huit «grands» mouvements représentés au CNR, elle peine à restituer la multiplicité des autres initiatives, avortées ou marginalisées, ce dont quelques-uns de leurs artisans ont eu très tôt l'intuition en voulant lutter contre l'oubli. Mais même pour les grands mouvements, l'étude des organisations elles-mêmes, complexe à mettre en œuvre et de longue haleine, a parfois été délaissée au profit d'une histoire de la «résistance des chefs»

qui ne peut rendre compte de la singularité de ces organisations.

Guerre et après-guerre: la mémoire des mouvements de zone Occupée disparus, oubliés ou marginaux

Dès 1942 paraît en Angleterre un témoignage sur Valmy, groupe diffuseur d'un journal en région parisienne et démantelé à l'été 1941⁽¹⁾. Dans les années suivant la Libération, sont publiés des livres consacrés à d'autres mouvements soit tôt démantelés (Les Bataillons de la Mort), soit d'importance moyenne: Lorraine (une organisation régionale), Vengeance (qui fusionna partiellement avec Ceux de la Libération), Résistance (né trop tard pour intégrer le CNR). Leurs auteurs sont d'anciens responsables dont la lutte contre l'oubli est souvent biaisée par un but clairement apologétique⁽²⁾. Mais l'ouvrage au titre modeste d'Yvette Gouineau⁽³⁾ – première femme à prendre la plume – marque déjà un tournant: fruit d'une vraie enquête auprès de ses camarades survivants, il montre l'apport difficilement contournable des témoins pour

DOSSIER THÉMATIQUE

Sommaire

- Les mouvements de Résistance : historiographie et état des connaissances..... p. I
par Bruno Leroux
- Étudier un mouvement de Résistance à travers la presse clandestine : l'exemple d'un numéro de *Libération* p. VI
par Hélène Staes
- Les mouvements de Résistance à travers la série 72 AJ p. VIII
par Hélène Staes

Pour en savoir plus sur les mouvements de Résistance.

La parution de *La Lettre* est désormais accompagnée par la mise en ligne d'une exposition virtuelle en complément du dossier thématique. Dès maintenant, sur le site du musée de la Résistance en ligne (www.museedelaresistanceenligne.org), vous pourrez donc retrouver de nombreux documents sur les Mouvements.

restituer finement le processus de démarrage puis d'implantation locale d'une organisation clandestine.

Les monographies de la période du Comité d'histoire de la Deuxième guerre mondiale

Dans les années 1957-64, les historiens du CH2GM publient une vague de monographies ciblant le plus important mouvement de zone Sud (Combat), deux des principaux mouvements de zone Nord (l'Organisation Civile et Militaire, Ceux de la Résistance) et le plus fort tirage de la presse



À gauche : Jean-Pierre Lévy. Chef du mouvement Franc-Tireur, il s'imposa parmi les fondateurs en développant le mouvement au-delà de la région lyonnaise. «Il avait surtout la volonté de faire grand et large. Nos accès temporaires de scepticisme se heurtaient à sa foi constante et inébranlable» dira de lui Auguste Pinton, co-fondateur du mouvement.

Ci-contre : Henri Frenay, chef du mouvement Combat, le premier mouvement issu de la fusion de deux groupes en zone Sud (Liberté et Libération nationale) où le processus d'unification commença très tôt.



Emmanuel d'Astier de la Vigerie.
Dès novembre 1940, il veut «faire quelque chose» avec quelques camarades mais il mettra un an à passer d'un petit groupe diffuseur de tract, La Dernière colonne, à un vrai mouvement structuré autour d'un journal *Libération Sud*.

clandestine (Défense de la France⁽⁴⁾). Elles utilisent et complètent les documents et témoignages recueillis au lendemain de la guerre auprès des résistants par la Commission d'Histoire de l'Occupation et de la Libération de la France⁽⁵⁾.

Produites à une période d'indisponibilité légale des archives publiques concernant Vichy, l'occupation et les liens de la Résistance avec la France Libre et les Alliés, ces études ont aujourd'hui des limites évidentes dues au manque de croisement possible des témoignages, particulièrement à l'égard de l'idéologie et de la stratégie des mouvements. Leurs lacunes ou approximations sur le plan de l'implantation locale relèvent plutôt d'une division du travail : des études régionales devaient les compléter. Leur parution a contribué à susciter, par contrecoup, une vague de témoignages publiés par les responsables de grands mouvements, soit sous leur propre plume (Christian Pineau pour Libération-nord, Henri Frenay et Claude Bourdet pour Combat) soit à l'intérieur de *l'Histoire de la Résistance en France* d'Henri Noguères.

Mais dès les années soixante-dix, les premières études à caractère universitaire montrent l'importance des questionnements et des méthodes : la thèse d'histoire de Dominique Veillon sur Franc-Tireur, un des trois «grands» de zone Sud, et l'étude de Renée Bédarida sur Témoignage Chrétien, rédigée en collaboration avec l'historien François Bédarida, utilisent les dossiers individuels détenus par les «liquidateurs» de ces mouvements pour affiner l'implantation locale du mouvement et en analyser la sociologie. Première historienne d'une génération postérieure à la Résistance, Dominique Veillon appuie aussi sa description de la ligne du journal sur des méthodes d'analyse quantitative⁽⁶⁾.

Le renouvellement depuis les années 90 : les mouvements replacés dans leur environnement social

Près de deux décennies s'écoulent avant que ne paraissent de nouveaux travaux universitaires, car l'ouverture des archives publiques s'est d'abord traduite par un développement des études sur Vichy et son ancrage dans la société française. Capitalisant sur cet acquis et les monographies des années 70, paraissent des thèses consacrées à deux grands mouvements jusqu'alors négligés (Libération-Sud, Libération-Nord) et à un réexamen du cas Défense de la France⁽⁷⁾. Elles n'en mettent pas moins à contribution les résistants eux-mêmes : Olivier Vieviorka suscite de nouveaux témoignages pour restituer les ressorts de l'engagement des résistants de Défense de la France et Laurent Douzou s'appuie sur la correspondance de Pascal Copeau pour analyser les tensions entre Libération-Sud et Combat au moment de leur fusion dans les MUR (Mouvements unis de Résistance).

En parallèle, la question du lien avec la population et des choix stratégiques successifs qu'il entraîne pour les mouvements est abordée de front à travers six colloques sur «la Résistance et les Français», ainsi que celle de leur héritage politique et en matière de presse.

Les dernières thèses soutenues, dans les années 2000, montrent le chemin parcouru malgré les lacunes signalées en introduction : à travers la première organisation importante de zone Occupée, le musée de l'Homme, Julien Blanc étudie en fait sur archives

l'opinion et les comportements dans cette zone pour expliquer la précocité et la multiplicité de noyaux qui vont s'agréger en une «nébuleuse», bien différente de la lente expansion à partir d'un noyau central qu'on observe en zone Sud. Cécile Vast, elle, mobilise pour la première fois les outils statistiques de l'analyse du discours, appliqués à la presse et aux documents internes des grands mouvements de zone Sud. Elle dégage ainsi la construction d'une véritable identité collective qui, à partir de 1943, ose s'intituler «la Résistance», et se perçoit dès lors comme une élite chargée de guider la population aujourd'hui et pour l'après-libération.

L'état des connaissances

Zones Nord et Sud : un développement différencié

Les mouvements de résistance, créés à l'origine sans appui extérieur (contrairement aux réseaux), sont une sorte de relève improvisée face au silence des forces organisées (partis, syndicats, Églises,) paralysées par l'armistice et par leur caution donnée à la transition entre la III^e République et Vichy⁽⁸⁾.

L'occupation suscite en zone Nord des noyaux nombreux dès 1940⁽⁹⁾, stimulés par la diversité des actions possibles : feuille clandestine (*Pantagruel*, *Libre France*, *Libération-Nord*, *Valmy* à Paris ; *En captivité* à Nantes, *L'homme libre* à Roubaix, etc.), aide à l'évasion de prisonniers de guerre ou collecte de



Michel Bernstein, responsable de la «centrale» des faux papiers de Défense de la France fit bénéficier de ses productions non seulement les membres du mouvement mais aussi d'autres organisations de Résistance.



Plaque typographique ayant servi à imprimer la une du journal *Défense de la France* n° 44 de mars 1944. Plus fort tirage de la presse clandestine (400 000 exemplaires en janvier 1944) *Défense de la France* est un mouvement qui développe très tard la lutte armée en créant notamment un maquis en Seine-et-Oise dans la perspective du Débarquement.

Colonel Alfred Touny, chef de la branche militaire de l'OCM, arrêté à son domicile le 25 février 1944 et fusillé dans les fossés de la citadelle d'Arras à la fin du mois d'avril 1944.

renseignements (Armée des Volontaires, Ceux de la Libération, Organisation Civile et Militaire, Bataillons de la Mort, et bien d'autres).

Elle suscite aussi la volonté d'une coordination, tentée par le groupe du musée de l'Homme. Mais la répression frappe très tôt, démantelant la plupart de ces premiers groupes ou les obligeant à une recomposition. D'où des vagues successives : Valmy renaît en 1942 dans Résistance, Ceux de la Résistance est issu d'une antenne de Combat en zone Nord, etc. Les groupes qui réussissent à durer ont tendance à polariser leurs activités, privilégiant soit un journal (Libération-nord, *Défense de la France*; en région : La Voix du Nord, Lorraine) soit l'action paramilitaire (OCM, CDLR, CDLL).

En zone Sud, l'absence de l'occupant constitue un lourd handicap initial : pour mobiliser la population, le seul moyen est de l'impliquer dans une propagande contrant celle du pouvoir français légal, qui prône un changement de régime et une collaboration politique avec l'Allemagne. Il faudra souvent un an pour que certaines individualités rebelles réussissent à franchir toutes les étapes menant du noyau (quelques dizaines de personnes se donnant une identité par un nom collectif, se choisissant un chef et confectionnant quelques papillons, tracts ou bulletins) au groupe étendu (qui noue des contacts dans d'autres villes en fabriquant et diffusant un vrai journal clandestin) puis au mouvement (qui rayonne sur une région ou la zone).

Mais, avantage d'une répression moins dure, couplée à un soutien plus précoce de la France Libre,

dès 1942, via Jean Moulin : ces premiers mouvements (Combat, Libération-sud, Franc-Tireur), ne seront jamais démantelés, non plus que les groupes à vocation plus restreinte comme Témoignage Chrétien, ou plus régionaux et plus tardifs comme Libérer et Fédérer (Toulouse), L'Insurgé et Le Coq Enchaîné (Lyon). L'unification aussi y sera irréversible : commencée dès fin 1941 avec la fusion de Liberté et Libération nationale dans Combat, elle s'élargit aux trois grands mouvements de la zone début 1943 avec la création des Mouvements Unis de Résistance.

Après l'occupation de la zone Sud en novembre 1942 et la perspective, dès 1943, de la libération par un débarquement allié, tous les grands mouvements en viennent à cumuler lutte armée et propagande ou revues de réflexion sur l'après-guerre. L'action paramilitaire est subdivisée en groupes francs utilisés pour l'action immédiate en ville, maquis et armée secrète de « réservistes » pour le Jour J. Ils développent aussi de nouveaux services pour s'adapter aux attentes de la population et à leurs besoins internes : faux papiers, (en réponse au STO notamment) service social, noyautage des administrations publiques.

Plus structurés, plus intégrés et plus développés sur le plan de l'action politique, les mouvements de zone Sud rattrapent vite leur retard en 1943 dans le domaine paramilitaire du fait que leur zone est le lieu privilégié du développement des maquis. De fait, la polyvalence sera moins poussée en zone Nord où la plupart des grands mouvements (OCM, CDLR et

CDLL) ne se doteront jamais de grands journaux clandestins, ceux-ci étant l'apanage de groupes (*Défense de la France*, Résistance) qui, à l'inverse, ne développeront que peu leurs secteurs paramilitaires. Dans cette zone, l'aide de la France Libre, plus tardive (mission Passy-Brossolette, début 1943) privilégiera d'ailleurs surtout le paramilitaire, et notamment le regroupement des activités de renseignement des mouvements dans des réseaux spécifiques.

Diversité politique et sociologique des mouvements

À l'origine, les mouvements se constituent souvent en privilégiant une ou deux filières de recrutement, à la fois sociologique et politique, liées à l'origine des individus des premiers noyaux et à l'interdiction des partis et syndicats d'avant-guerre dont nombre de militants se retrouvent livrés à eux-mêmes.

Ainsi en zone Sud, Libération nationale du capitaine Frenay et Liberté des professeurs de droit Teitgen et de Menthon recrutent d'abord plutôt à droite, tout comme au nord les groupes fondés par des cadres civils ou militaires (OCM, CDLL, CDLL). Valmy puis Résistance puisent dans un vivier d'anciens militants démocrates-chrétiens et *Défense de la France* implique des étudiants d'origine d'ailleurs diverse : de jeunes bourgeois catholiques côtoient des filles d'immigrés russes et pauvres.

Recrutent plus à gauche Franc-Tireur (chez les radicaux) et les deux Libération, liés au terreau socialiste et aux syndicalistes réformistes –

particulièrement Libération-nord, créé par un militant cégétiste confédéré, Christian Pineau. Le Front national, mouvement créé par le PCF, recrute d'abord en milieu communiste et ouvrier.

Cependant, en s'étendant la plupart des mouvements se rapprochent sociologiquement : tous ont besoin de recruter en particulier dans les professions pouvant circuler facilement ou/et stocker du matériel (cheminots et postiers, commerçants et artisans), fournir de quoi faire des faux papiers (employés de mairie).

Le discrédit du projet politique autoritaire de Vichy provoque aussi une homogénéisation politique en faveur d'un républicanisme progressiste. C'est ainsi qu'à partir de 1943 le FN réussit à diversifier son recrutement dans les deux zones tout en restant sur la ligne du PCF. Chez les mouvements non communistes, le processus est plus lent en zone Nord, où l'ennemi intérieur a d'abord été incarné par les partis et la presse collaborationnistes, bien plus que par Vichy. En zone Sud, sa précocité se vérifie dans l'évolution de certains pionniers : Frenay, par exemple.

Mais joue aussi le terreau local : en zone Sud la prédominance des régions « de tradition républicaine » fait que le développement des mouvements ne tarde pas à se fonder sur la réactivation de réseaux de sociabilité laïcs. Ainsi les cadres de Combat se découvrent-ils plus à droite que leurs troupes au moment de la fusion dans les MUR. C'est d'autant plus vrai lors de la « ruralisation » de la Résistance qui commence en 1943 avec la planque des jeunes fuyant le STO et le développement des maquis : dans les bourgs et villages, des élus ou notables qui constituaient souvent les piliers du régime républicain jouent alors un rôle-clé de relais.

Cependant, cette homogénéisation cède souvent le pas à une autre, plus on se rapproche de la base. De nombreux résistants sont mus moins par des motifs idéologiques que par un patriotisme germanophobe ou un antinazisme à base chrétienne. Ces volontaires

acceptent d'agir au profit d'une organisation donnée plus par le hasard des contacts que pour toute autre raison. D'où le fait qu'ils distribuent souvent les journaux de plusieurs mouvements voire cumulent parfois la diffusion du journal d'un mouvement avec, par exemple, la fourniture de renseignements pour un réseau lié aux Alliés. Ces comportements sont déjà un indice de l'impossibilité d'assimiler le fonctionnement des mouvements à celui des partis ou des armées régulières.

Comment fonctionnent les mouvements : la « démocratie sans le vote »

Le fonctionnement des mouvements permet de mieux cerner la nature du libre consentement constamment renouvelé qui unit des individus engagés au risque de leur vie ⁽¹⁰⁾.

Aucun chef de mouvement n'a été « élu » par ses pairs : ces individus se sont imposés d'eux-mêmes par le privilège de l'antériorité, d'une disponibilité totale et de qualités morales et intellectuelles révélées au contact d'une situation exceptionnelle. Leur autorité ainsi acquise, combinée aux contraintes de la vie clandestine, les amène constamment à décider ou trancher seuls. Mais ce fonctionnement n'est qu'en apparence « monarchique » car ils sont imprégnés de conversations incessantes avec un cercle rapproché d'amis, co-fondateurs ou responsables plus tard venus, unis par une communauté de vues éprouvée à l'expérience sur de nombreux plans. Direction plutôt « aristocratique » donc, qui ne recoupe que partiellement le « comité directeur » officiel. Les désaccords profonds se soldent ici le plus souvent par des départs ou retraits individuels.

Ce mode de fonctionnement, dont on peut trouver des traces à d'autres niveaux de responsabilités, est tempéré par des relations « verticales » comportant de fortes marges d'autonomie : les directives aux niveaux inférieurs sont toujours susceptibles d'être discutées voire de ne pas être appliquées. Les désaccords

peuvent d'ailleurs se traduire ici par des départs collectifs, d'autant plus s'ils concernent des choix stratégiques : Kohan, chef régional de Libération-sud, rejoint ainsi le réseau de renseignement Gallia avec d'autres militants en 1943, préférant participer à une organisation purement paramilitaire. Des chefs de maquis MUR passent avec leurs hommes aux FTP (bras armé du FN) en 1944 pour intensifier la lutte armée sans attendre le Débarquement. Et à la base, on l'a vu, de nombreux membres de mouvements gardent leur autonomie d'action.

Cette autonomie revendiquée par les échelons inférieurs correspond en fait à la raison d'être profonde des mouvements, qui est de s'adapter constamment aux besoins de la population en fonction de l'évolution du poids de la guerre et de l'occupation. La fabrication des faux papiers, par exemple, s'est presque toujours élargie aux bénéfices de tous les pourchassés ou persécutés : résistants à cacher, mais aussi juifs menacés de déportation ou réfractaires au STO. Mais toute évolution pouvait impliquer des débats, notamment sur les rapports coûts/avantages liés à chaque activité.

Cécile Vast a montré que chez les MUR, qui intègrent assez tard l'idée de la lutte armée, ce mode de fonctionnement « démocratique » n'était pas un vain mot : il a produit une conception de l'action qui tentait de concilier logiques de guerre, exercice de la violence et impératifs éthiques, avec une réflexion incessante sur la responsabilité morale qu'elle entraîne, qui transparait aussi bien dans leurs circulaires internes que leurs journaux clandestins.

Les mouvements de résistance face aux partis

Face à des élites républicaines traditionnelles jugées défaillantes devant la montée des dictatures puis passives à l'égard de Vichy, les cadres des mouvements voient dans les organisations qu'ils ont développées une relève légitime pour l'après-libération, garantissant



Après la libération de Paris, manifestation du Mouvement Libération Nationale. On reconnaît (debout) Emmanuel d'Astier de la Vigerie et Alban Vistel. Henri Frenay (assis). Les deux premiers étaient favorables à la fusion du Front National avec le MLN. Henri Frenay représentait plutôt la tendance hostile, qui l'emporta finalement.

DR

l'avènement d'une République rénovée. Et ce d'autant plus qu'ils estiment être en première ligne dans la lutte contre le STO puis dans la préparation militaire de la libération. Car à l'exception du PCF, les partis paraissent privilégier leur reconstitution interne.

Conséquence de ce rôle revendiqué, les grands mouvements développent une conception de la lutte armée où combat contre l'occupant et insurrection contre le pouvoir de Vichy sont inséparables. D'où leur refus, au premier semestre 1943, des consignes de Londres transmises par Jean Moulin qui, en transformant l'essentiel de leurs membres en militaires en réserve pour le Jour J, leur paraissent menacer la nature même du combat des mouvements. D'où leurs efforts ensuite pour faire triompher leurs vues via un organisme concurrent du CNR (le Comité Central des Mouvements de Résistance), puis, avec succès, dans la première partie du programme du CNR.

S'ils participent avec les partis à la définition d'un programme commun de réformes (le programme du CNR), ils entendent bouleverser le paysage politique: la création du MLN en décembre 1943, fusionnant les MUR avec de petits mouvements de zone Nord, est le premier pas vers la constitution d'un grand «parti de la Résistance» progressiste. Mais celui-ci se divise sur l'élargissement possible, à gauche (alliance avec le FN dans l'espoir de le détacher du PCF), ou à droite (vers les grands mouvements de zone Nord), et se heurte aux communistes du FN dans le premier cas, aux socialistes dans le second.

À la Libération, la majorité du MLN rejette la fusion avec le FN par peur d'un nouage communiste. Elle fonde avec des membres de l'OCM et de Libération-nord une fédération, l'UDSR (Union Démocratique et Socialiste de la Résistance) qui joue l'alliance électorale avec la SFIO en espérant la contraindre à former un grand parti travailliste, mais obtient des résultats très décevants. Toutes les élections confirment le primat, aux yeux de la population, de l'implantation ancienne des partis (PCF, SFIO et le MRP, nouveau parti démocrate-chrétien) sur ces nouveaux venus et l'UDSR se transformera rapidement en petit parti classique.

Des cadres des mouvements parleront ensuite abusivement d'«échec politique de la Résistance», oubliant qu'une majorité de leurs membres, comme on l'a vu, se reconnaissaient dans les structures partisans traditionnelles ou étaient surtout mus par un combat patriotique. De fait, les résistants des mouvements qui joueront un rôle politique après-guerre sont plutôt d'anciens militants des partis dont la carrière connaît une progression accélérée du fait de l'épuration interne de leur formation. La presse d'opinion issue des mouvements déclinera aussi rapidement, du fait de difficultés économiques ou de désaccords politiques. Reste l'influence des anciens membres des mouvements dans la société civile ou l'appareil d'État, mais aussi indirectement sur la vie politique à travers leurs associations ou des clubs de pensée. C'est une question encore ouverte et complexe, car elle se pose aussi pour les membres des réseaux et les Français libres. ■

- (1) Paul Simon, *Un seul ennemi l'envahisseur*, University Press, Edinburgh.
- (2) Wetterwald (*Vengeance*, 1947) survalorise les actions et l'implantation de son mouvement. Dautun (*Patriotes sans nom*, 1945) et Hobam (*Quatre années de lutte clandestine en Lorraine*, 1946) exagèrent en plus leur propre rôle.
- (3) Françoise Bruneau [Y. Gouineau]. *Essai d'histoire du mouvement né autour du journal clandestin «Résistance»*, SEDES, 1951.
- (4) Aux Presses universitaires de France (Marie Granet et Michel, *Combat*; Arthur Calmette, *L'OCM*; Granet, *Défense de la France*), sauf M. Granet, *Ceux de la Résistance* (éd. de Minuit).
- (5) La série 72 AJ des Archives nationales, partiellement disponible aujourd'hui sur internet voir page VIII.
- (6) *Le Franc-Tireur. Un journal clandestin, un mouvement de Résistance*, Flammarion, 1977; R. Bédarida, *Témoignage Chrétien*, Les éditions ouvrières, 1977.
- (7) Laurent Douzou, *La désobéissance*, Odile Jacob, 1995; Alya Aglan, *La Résistance sacrifiée*, Flammarion, 1999; Olivier Wieviorka, *Une certaine idée de la Résistance*, Le Seuil, 1995.
- (8) Sauf le PCF, mais il est alors discrédité par son soutien au pacte germano-soviétique.
- (9) L'Alsace-Moselle annexée et soumise à la nazification étant un cas totalement à part.
- (10) Voir l'article de Laurent Douzou cité dans la bibliographie: «La démocratie sans le vote»...

Pour approfondir

Bibliographie sélective

■ Sur la diversité politique et sociologique des mouvements et leurs différents services :

François Marcot (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, Bouquins, 2006 [entrées génériques «Mouvements» et «Sociologie des mouvements», articles consacrés aux principaux mouvements, à leurs journaux clandestins, à leurs services]

■ Sur les différences entre zone Nord et zone Sud :

Julien Blanc, *Autour du musée de l'Homme : les débuts de la résistance en zone occupée*, Le Seuil, 2011

Laurent Douzou, «La résistance des mouvements : ses débuts dans la région lyonnaise (1940-1942)», in J.-M. Guillon et P. Laborie (dir.), *Mémoire et Histoire : la Résistance*, Privat, 1995.

■ Sur le fonctionnement interne des mouvements :

Laurent Douzou, «La démocratie sans le vote. La question de la décision dans la Résistance», in *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 2001, n° 140, p 57-67.

François Marcot (dir.), *La Résistance et les français. Lutte armée et maquis*, Presses de l'université de Franche-Comté, 1996 [colloque contenant notamment des contributions sur le choix de la lutte armée par les mouvements de zone Sud, Défense de la France et Libération-nord ; voir aussi les conclusions générales]

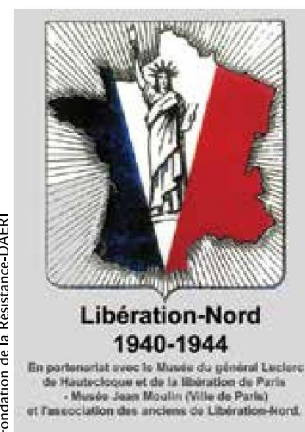
Cécile Vast, *L'identité de la Résistance*, Payot, 2011 [l'identité collective des grands mouvements de zone Sud, à travers l'étude de la pensée de leurs responsables à différents niveaux]

■ Sur les relations entre mouvements et partis :

Jean-Marie Guillon «Droite et gauche dans la France des années trente et quarante : crises, recomposition et tradition républicaine in *Les courants politiques et la Résistance : continuités ou ruptures ?*, Archives nationales du Luxembourg, 2003 [mise au point sur la question de «l'échec politique» de la Résistance]

Olivier Wieviorka, *Une certaine idée de la Résistance*, Le Seuil, 1995, p 239 et suivantes [sur le MLN et ses tendances]

Daniel Virieux «De la Résistance à la "renaissance". Le cas du Front national (septembre 1944-décembre 1945)», in *Associations et champ politique*, Claire Andrieu, Gilles Le Béguec et Danielle Tartakowsky (dir.), Publications de la Sorbonne, 2001, p. 339-358.



Fondation de la Résistance-DAERI

Sitographie

■ Exposition consacrée à Libération-Nord sur www.museedelaresistanceenligne.org

■ Presse des mouvements

La collection de la Bnf est disponible sur le site Gallica. Une fiche-méthode d'utilisation, la liste des 1 000 titres de presse et une présentation commentée des 25 principaux journaux clandestins sont disponibles en page d'accueil de www.fondationresistance.org

Étudier un mouvement de Résistance à travers la presse clandestine :

La Une de ce numéro de *Libération* daté du 25 avril 1942, soit juste après le retour de Pierre Laval au pouvoir à Vichy, permet d'illustrer la façon dont la vie d'un mouvement de résistance s'organise autour d'un journal clandestin⁽¹⁾.

Un journal clandestin permet de :

1 S'ORGANISER

■ Pour publier régulièrement.

Arriver à 11 numéros est déjà le signe d'un groupe structuré qui a réussi à durer malgré la répression. Les interruptions temporaires ne sont pas rares, la parution est donc parfois irrégulière. Dans certains journaux, la numérotation fait des bonds par « bluff », pour camoufler ces irrégularités.

Publier un journal clandestin de 4 pages est en effet un tour de force. Il faut trouver du papier, alors contingenté. Sortir un numéro imprimé comme celui-ci permet de gros tirages mais suppose de convaincre un imprimeur de coupler travail officiel et clandestin dans un même lieu. Les ronéos (comme celle de la CGT clandestine du Puy-de-Dôme) sont plus faciles à trouver mais de capacité plus réduite.

■ Pour crédibiliser le journal.

Les responsables doivent recruter dans diverses professions et se doter de services distincts et organisés : le renseignement pour trouver les informations (journalistes, fonctionnaires), la rédaction (secrétaires, agents de liaison), l'impression (papetiers et imprimeurs), la diffusion de ville en ville (commerçants ou cheminots, qui circulent).

Le mouvement se structure et s'étend avec les services du journal.

■ L'aide décisive de la France Libre.

Au début les militants ont tout fait. L'universitaire Jean Cavallès dérobe ainsi à l'École normale supérieure du papier. « Pendant un an, l'organisation a vécu de mendicité, ce qui lui a donné une existence très misérable »⁽²⁾ rappelait Emmanuel d'Astier de la Vigerie, chef du mouvement.

À la fin de 1941, Yves Morandat agent du BCRA

—les services secrets de la France Libre—, parachuté en

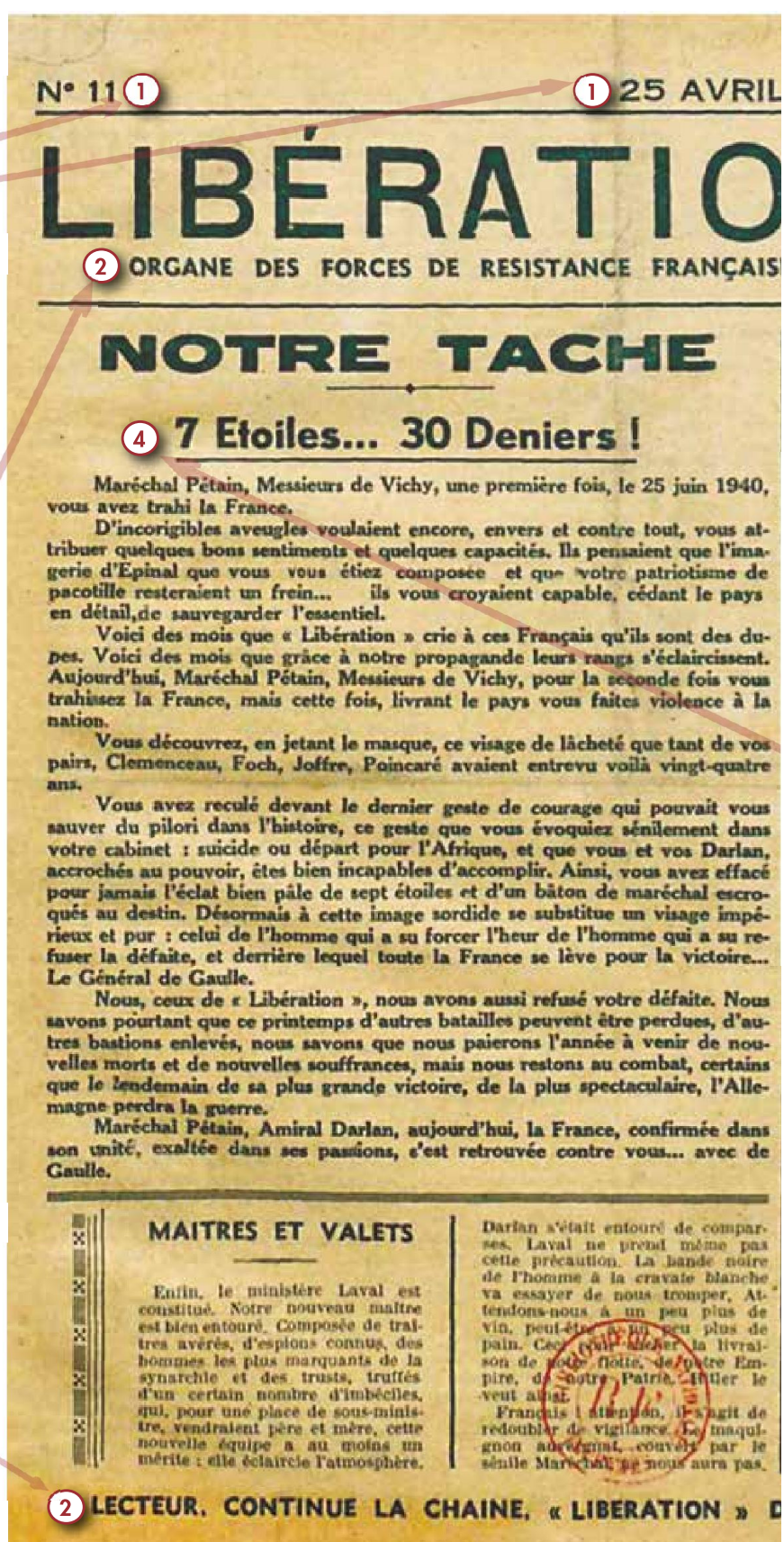
France avec pour mission de prendre contact avec la résistance en zone Sud, met fin à cet isolement en finançant *Libération*. 14 numéros sont publiés en 1942, la périodicité devient fixe et des photographies sont publiées car des flux de documents commencent à être échangés avec Londres.

2 POUSSER À AGIR ET RECRUTER

Le mouvement s'étend grâce aux lecteurs qui se transforment en diffuseurs. La régularité est donc cruciale : à travers sa lecture et sa diffusion régulières, les lecteurs du journal se sentent complices et solidaires les uns des autres.

S'autoproclamer « Organe des forces de résistance française », c'est *bluffer* sur l'importance réelle du mouvement.

Ce sous-titre irritait Henri Frenay, chef du mouvement Combat, en ce « qu'il donne évidemment à penser au lecteur que le journal parle au nom de toute la Résistance »⁽³⁾. Mais nombre de groupes ont usé de tels sous-titres pour impressionner les hésitants.



Source : gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

l'exemple d'un numéro de LIBÉRATION Par Hélène Staes



3 INFORMER

Dans les 4 pages, les rédacteurs tentent de donner des informations censurées dans la presse officielle par les services de propagande de l'occupant et de Vichy. L'écoute des radios alliées ou neutres, la connaissance des consignes de censure ou de rapports de l'administration française renseignent sur la politique de l'occupant et de celle de Vichy. Beaucoup d'informations factuelles figurant dans cette presse ne peuvent cependant être admises aujourd'hui sans être croisées avec d'autres sources.

À l'intérieur de ce numéro, les rédacteurs mettent ainsi en avant les manœuvres par lesquelles les Allemands ont fait pression sur Pétain pour le retour de Pierre Laval, le promoteur de la collaboration politique avec le Reich, en remplacement de Darlan : «voici les éphémérides du mauvais coup».

4 DÉFENDRE UNE LIGNE ÉDITORIALE

Donner une ligne politique au journal permet à ses fondateurs, qui ne se connaissaient pas avant 1940, d'élaborer une pensée commune. La ligne éditoriale s'affirme face à l'évolution de la guerre, de l'occupation et de Vichy.

Le titre *Libération* est trouvé par Jean Cavaillès en 1941. Choisir un tel titre en zone non occupée, c'est déjà donner une perspective politique, une alternative à la collaboration prônée par Vichy. *Libération* est anti-vichyste dès l'origine. Il se distingue ainsi d'autres journaux condamnant la collaboration mais sensibles au mythe d'un «double jeu» du Maréchal et à certains aspects de sa Révolution nationale. Pétain est qualifié de traître et comparé à Judas ce dont témoigne le titre «7 étoiles... 30 deniers».

À partir des contacts avec la France Libre fin 1941, la ligne éditoriale consiste aussi à définir sa position par rapport au général de Gaulle. La citation, qui apparaît au printemps 1942, signifie que *Libération* accepte de se rallier à ce général parce qu'il n'a pas de prétention politique personnelle. L'éditorial «Notre tâche» le définit d'ailleurs comme un chef jusqu'à la victoire militaire. Le journal se situe en effet dans une tradition républicaine de gauche, très méfiante à l'égard des tentations «bonapartistes» des militaires. *Libération* est appuyé par Daniel Mayer et Léon Jouhaux, respectivement anciens dirigeants de la SFIO et de la CGT.

Chronologie indicative

■ **Automne 1940** : Emmanuel d'Astier de la Vigerie, Jean Cavaillès, Lucie Samuel (Aubrac) et Georges Zerah se rencontrent dans un café à Clermont-Ferrand et forment le groupe La Dernière colonne.

■ **Février 1941** : Ce petit noyau de pionniers de la résistance est mis à mal lors d'arrestations qui font suite à un collage de tracts dans des villes de la zone Sud. L'idée du journal s'impose alors.

■ **Juillet 1941** : Parution du premier numéro du journal clandestin *Libération* tiré à 5 000 exemplaires.

■ **1942** : Le mouvement *Libération* se structure en se dotant de services distincts : action politique, faux papiers, groupes francs, propagande-diffusion, secteur paramilitaire, service social.

■ **Septembre 1942** : *Libération* est tiré à 20 000 exemplaires.

■ **Janvier 1943** : Les mouvements *Libération-Sud*, *Combat* et *Franc-Tireur* s'unissent dans les Mouvements unis de Résistance (MUR). Seul le service de propagande-diffusion échappe à cette fusion. Chaque mouvement garde son journal.

■ **1943** : Les tirages de *Libération* oscillent entre 60 000 et 100 000 exemplaires.

■ **1944** : *Libération* est tiré jusqu'à 200 000 exemplaires, 300 000 pour les numéros spéciaux.

(1) Un tel travail peut être mené sur d'autres mouvements : *Défense de la France*, *Franc-Tireur*, *Libération-Nord*, pour la bibliographie voir notes 6 et 7 p.V.

(2) et (3) Citations extraites du livre de Laurent Douzou, *La Désobéissance. Histoire du mouvement Libération-Sud*, Paris, éditions Odile Jacob, 1995, p. 84 et p. 77.

Les mouvements de résistance à travers la série 72 AJ

Par Hélène Staes

Pour connaître les mouvements de résistance, les historiens consultent les archives de la répression ou les archives de liquidation. Mais elles sont difficiles d'accès. L'autre source archivistique ouverte et consultable est l'ensemble des témoignages des résistants recueillis au lendemain de la Libération et classés aujourd'hui aux Archives nationales dans la série 72AJ.

La série 72AJ est partiellement numérisée et consultable en ligne⁽¹⁾. Il s'agit notamment de dossiers consacrés à chaque mouvement et à chaque réseau où l'on trouve pêle-mêle des témoignages dactylographiés, des documents manuscrits, des faux-papiers, des nécrologies parues dans la presse d'après-guerre sur l'action d'un résistant disparu. Des doubles sont parfois consultables aux archives départementales.

Créée par décision du gouvernement provisoire en octobre 1944, la Commission d'histoire de l'Occupation et de la Libération de la France (CHOLF) avait pour première tâche d'entreprendre un **campagne de recueil de témoignages oraux**, dans le but de suppléer à l'absence de documentation due aux conditions de clandestinité, donc de constituer des archives⁽²⁾. Des correspondants départementaux, le plus souvent d'anciens résistants, ont interrogé des témoins et ont retranscrit leurs récits. L'historien Henri Michel, secrétaire général de la Commission, écrit en 1949⁽³⁾ : «Fort heureusement, à défaut d'écrits, les acteurs possédaient des souvenirs encore frais; c'est ainsi qu'a pu être entreprise une vaste enquête qui a permis déjà de rassembler près de 1 500 témoignages. Ce fut, certes, une tâche passionnante qui parvint, de maille en chaînon, à reconstituer toute la grande chaîne des mouvements de résistance. Mais ce ne fut pas une tâche facile». Cette collecte de témoignages était en effet une «première» pour la recherche historique, d'où des méthodes aujourd'hui jugées obsolètes (transcription à la 3^e personne du singulier) ou des lacunes (peu de données sur l'avant-guerre). Dès 1951, la CHOLF et le Comité d'histoire de la Guerre ont fusionné pour former le Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, qui a complété cette campagne de témoignages au moment où les historiens ont écrit les premières monographies sur les mouvements.

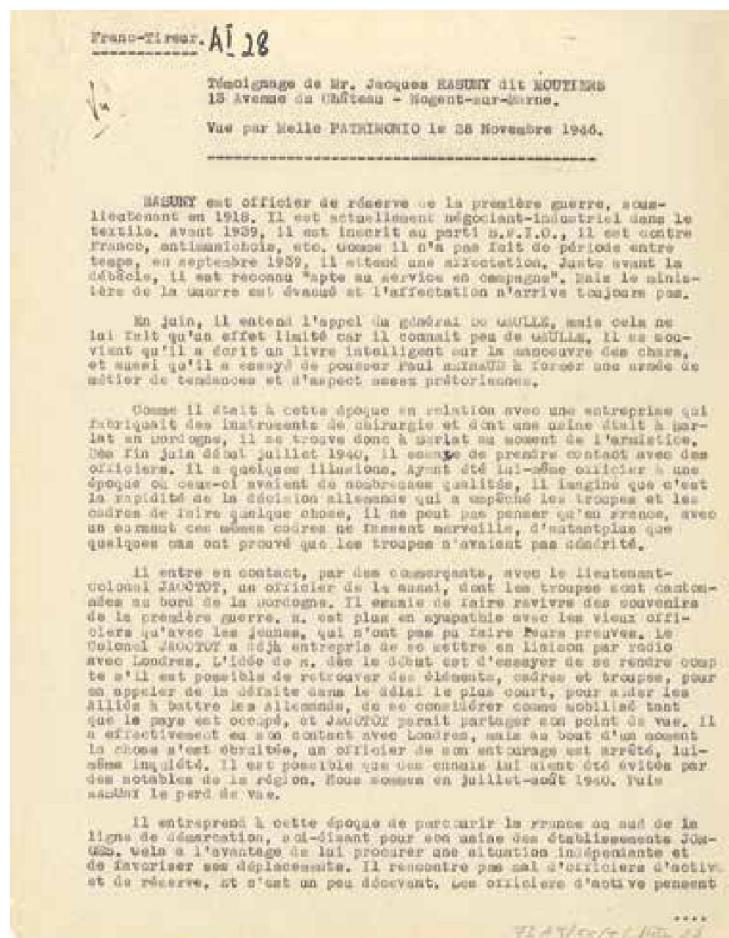
Bien sûr, **les souvenirs ne doivent pas se substituer au travail de l'historien**, chacun sait les reconstructions volontaires ou involontaires de la mémoire. Mais ces témoignages ne sont pas sans valeur et en particulier parce que les souvenirs des interviewés étaient encore récents, qu'ils n'étaient pas destinés à une diffusion immédiate (les résistants ne cachent pas des désaccords entre eux), et que beaucoup n'étaient pas encore biaisés par la montée des tensions entre communistes et non communistes au début de la guerre froide.

Leur intérêt pédagogique est indéniable. L'enseignant peut choisir des extraits car les textes sont parfois très longs, puis proposer de les analyser et enfin tenter, non pas une étude critique précise, mais de faire réfléchir les élèves sur l'intérêt de ce type de documents pour connaître les motivations de l'engagement initial, la façon dont le contact s'est établi, l'organisation du mouvement. Ces témoignages, qui fourmillent de détails, ont été recueillis auprès de résistants très divers par leur niveau de responsabilité, et leurs origines sociales ou politiques. Des mouvements peuvent donc être étudiés par des groupes qui mutualiseront leurs recherches en classe pour montrer la diversité des engagements et dresser un tableau des différentes activités qui structurent la vie d'un mouvement. ■

(1) <http://www.archives-nationales.culture.gouv.fr/>. Cliquez sur *Trouver un document*, puis sur *Accéder aux documents en ligne*, puis sur *Résistance intérieure* et enfin sur *Table des matières*.

(2) Guillaume Piketty, «L'histoire de la Résistance dans le travail du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, projets, méthodes» in *Faire l'histoire de la Résistance*, sous la dir. Laurent Douzou, Presses universitaires de Rennes, 2010.

(3) Cité par Laurent Douzou, *La Résistance française : une histoire périlleuse*, éditions du Seuil, 2005.



Extraits du témoignage de M. Jacques Rasuny, dit Moutiers, membre du mouvement Franc-Tireur, recueilli par Mlle Patrimoine, le 28 novembre 1946

Le témoin est désigné à la troisième personne du singulier, ses propos sont retranscrits et résumés. Il ne s'agit donc pas d'une transcription littérale.

Le texte commence par une présentation sommaire : «*Rasuny est officier de réserve de la première guerre mondiale [...]. En juin, il entend l'appel du général De Gaulle, mais cela ne lui fait qu'un effet limité car il connaît peu De Gaulle [...].*»

J. Rasuny explique qu'il veut agir mais qu'il a des difficultés à prendre des contacts : «*Dans certains endroits, les wagons-restaurants par exemple, il lui semble, entendre des chuchotements, des consignes. Il sent qu'il y a des possibilités souterraines. Mais de quelle façon s'orienter, comment faire pour faire prendre forme à cette action militaire qu'il a en tête ?*»

La rencontre de son neveu est déterminante : «*En 1941, [...], il n'est pas long à s'apercevoir que son neveu transporte des tracts [...].*» Il rencontre alors le chef local du mouvement Libération, et lui dit qu'il veut agir militairement. «*Stephens déclare qu'il n'aura pas à Libération un rôle militaire utile, mais qu'il connaît un chef qui a besoin de quelqu'un dans son genre, pour former des opérations paramilitaires, JEAN-PIERRE, de Franc-Tireur.*»

Puis suivent une dizaine de pages où il raconte la formation paramilitaire qu'il organise, les financements, les rencontres avec les envoyés gaullistes, les arrestations...